

**Nicolas Werth**, « Les pogroms des guerres civiles russes (1918-1921/2) : pogroms, crimes de guerre ou nettoyage ethnique ? », communication à la journée d'étude organisée par le Centre d'histoire de Sciences Po et France-Stanford Center for Interdisciplinary Studies, 21 mars 2011, *La violence en Europe au XX<sup>e</sup> siècle*.

## **Les pogroms des guerres civiles russes (1918-1921/2) : pogroms, crimes de guerre ou nettoyage ethnique ?**

Mon exposé portera sur les violences anti-juives dans le cours des guerres civiles russes. Pourquoi avoir choisi ce sujet ? Parce que j'ai récemment traduit et établi une édition française d'un très gros recueil de documents édité en Russie en 2007 sous le titre de *Livre des pogroms* ( *Kniga Pogromov*), par une équipe d'archivistes dirigée par Lidia Miliakova, avec laquelle j'avais travaillé par ailleurs sur d'autres projets.

Nous avons gardé dans l'édition française parue il y a trois mois (qui pour des raisons éditoriales est deux fois plus courte que l'édition russe, même si elle représente un gros volume de plus de 700 pages en français) le titre russe, *Le livre des pogroms*. Peut-on néanmoins valablement encore qualifier ces massacres de masse de pogroms dans le sens « traditionnel » de ce terme, tel qu'il est habituellement employé pour caractériser les violences anti-juives perpétrées par les voisins chrétiens, encouragés par la passivité des forces de l'ordre et des autorités locales, qui laissaient faire, quand elles n'étaient pas les premières à pousser les « masses pogromistes » à l'action ? Ou bien s'agit-il de quelque chose de différent ? De crimes de guerre ? De nettoyage ethnique ?

La question mérite d'être posée – car, par toute une série de paramètres / le contexte des guerres civiles, mettant aux prises des protagonistes très divers / l'extension de ces violences qui touchent des milliers de bourgades et de villes et font des centaines de milliers de victimes / les violences anti-juives des années 1918-1922 constituent un phénomène qualitativement différent des pogroms « traditionnels » des années 1881-1884 et 1903-1906.

Les pogroms des guerres civiles russes de 1918-1921 sont restés un événement peu étudié eu égard à l'ampleur exceptionnelle des massacres, les plus grands massacres de Juifs avant le génocide : au total plus de 2000 bourgades et petites villes touchées en Ukraine (78% des

pogroms) en Biélorussie (16% des pogroms) , en Russie (6%) ; au moins 100 000 tués, 200 000 blessés et invalides, des dizaines de milliers de femmes violées, 300 000 orphelins, plus d'un demi-million de réfugiés dans une communauté de quelque cinq millions de personnes !

Trois raisons au moins peuvent être avancées pour expliquer ce relatif désintérêt : l'accès particulièrement difficile aux sources, dispersées, en partie disparues ou longtemps inaccessibles (pour celles qui étaient restées en URSS) ; la « dilution » des pogroms dans cet immense tumulte, ce « Temps des troubles », cet affrontement multiforme et désordonné, ce concentré de brutalisation qu'ont été les guerres civiles russes, tout particulièrement dans les confins d'Empires (Biélorussie, Ukraine) ; enfin l'ombre immense portée par cet « événement-monstre » qu'a été la Shoah.

Depuis peu, toutefois, les pogroms des guerres civiles russes font l'objet d'un regain d'intérêt, notamment de la part des historiens russes. En témoignent, entre autres, les travaux d'Oleg Budnitskii et le présent ouvrage qui renoue avec les trop rares recueils de documents et de témoignages édités, dans les années 1920 (notamment dans les milieux de l'émigration russe à Berlin, New-York ou Kharbin), par S.Gusev-Orenburgskii, I. Cherikover, N.Shtif, N.Gergel, E.Heifetz, I.Shekhtman, témoins et militants de la cause juive. Les sources exploitées dans les deux cas sont, pour l'essentiel, les témoignages recueillis, dès mai 1919, auprès des survivants et des réfugiés, par divers organismes et associations d'aide aux victimes, mais aussi les rapports d'enquêtes faits par ces mêmes associations : Comité panrusse juif d'aide aux victimes des pogroms, Société juive d'aide aux victimes de la guerre et des pogroms, Section juive du Commissariat du peuple aux Nationalités, Département d'aide aux victimes des pogroms auprès de la Croix Rouge russe en Ukraine.

Cette troisième vague de violence anti-juives – sans commune mesure avec les deux premières / nombre des victimes est 70 à 100 fois plus important qu'en 1903-1906 / s'inscrit dans un double contexte : celui des pratiques très violentes d'expulsion/déportation de communautés juives mises en œuvre, dès la fin de l'année 1914 (avec une amplification en 1915-1916) par l'armée tsariste dans un certain nombre de zones militaires / celui des pratiques de violence de masse perpétrées par toutes les unités militaires, régulières ou irrégulières, contre la population juive dans le cours des affrontements multiformes qui ont lieu, à partir de l'année 1918 – et jusqu'au début de 1922 - dans ces confins d'Empire – qui par ailleurs étaient la zone de résidence des Juifs de l'ex-Empire russe (Ukraine occidentale, Biélorussie).

Le premier conflit mondial donna l'occasion aux militaires de mettre en pratique un certain nombre de théories sur les « populations suspectes » développées depuis le début du siècle dans le milieu des géographes et statisticiens militaires. Il était admis qu'en cas de conflit, un certain nombre de « populations suspectes » (indigènes musulmans en Asie centrale, les peuples caucasiens dans le Caucase, mais surtout, sur les marges occidentales de l'Empire, les sujets russes d'origine allemande et les Juifs) devraient être non seulement étroitement surveillés, mais pourraient être expulsés et déplacés. A partir d'octobre 1914 en Pologne, on assiste en effet aux premières expulsions de communautés juives par les unités militaires, expulsions accompagnées souvent de violences perpétrées par la troupe, justifiées par le fait que les Juifs, qui parlaient yiddish, une langue proche de l'allemand, étaient autant d'espions et de traîtres potentiels. Ces expulsions, aggravées par la pratique de prise d'otages parmi les notables locaux, prirent un caractère massif fin 1914, puis en 1916, en Galicie autrichienne, temporairement occupée par les Russes, mais aussi en Courlande, en 1915, et dans la province de Minsk la même année. Le tout s'accompagnant de pillages, de viols, de massacres de civils, de saccage de synagogues, de profanations de cimetières juifs, etc.

Point important à noter ici : c'est au cours des campagnes militaires de 1915-1916 menées dans les zones de fort peuplement juif que la violence antisémite contre les populations civiles, toujours tolérée et souvent encouragée, devint une pratique courante dans les unités combattantes. Elle conforta, parmi la troupe formée à 90% de paysans, toute une série de stéréotypes sur le « Juif traître », le « Juif infidèle », le « Juif accapareur et spéculateur » et plus encore le sentiment de totale impunité quand il s'agissait de « casser du youpin » (« pobit' jida »).

La révolution de Février 1917 et la chute du régime tsariste mirent fin aux discriminations légales dont souffraient les Juifs de l'Empire russe. Le gouvernement provisoire ouvrit largement l'accès des Juifs non seulement à la fonction publique, mais aussi à de nombreux postes de responsabilité, y compris dans l'armée. Des milliers de Juifs apparurent sur le devant de la nouvelle scène politique, comme militants ou responsables de soviets, de comités d'usine ou de quartier, mais aussi des partis les plus divers : constitutionnel-démocrate (libéral), menchevik, Internationaliste, socialiste-révolutionnaire, bolchevik, sans compter les nombreux partis juifs qui, des Bundistes aux sionistes, recueillaient toujours la grande majorité des suffrages des « masses juives ». Alors même que la nouvelle démocratie russe ouvrait aux Juifs d'immenses possibilités d'émancipation, de promotion et d'assimilation, la violence anti-juive à la base ne faiblissait pas. Tout au long de l'année 1917, les pogroms continuèrent de plus belle, dans une conjoncture

marquée par l'effondrement des institutions d'encadrement et d'autorité, la faillite de l'Etat, l'exacerbation des antagonismes sociaux et nationaux, le développement des pénuries, surtout dans les villes, la décomposition progressive de l'armée et la diffusion des violences des zones militaires vers l'arrière. Ces pogroms étaient le plus souvent initiés par des bandes de déserteurs ou des soldats de garnison devenus maîtres de petites villes où plus aucune autorité n'était en mesure d'assurer l'ordre public. Les Juifs étaient attaqués au prétexte que, se livrant au commerce, ils spéculaient sur les pénuries et faisaient monter les prix ; en réalité, l'occasion était trop belle de se livrer impunément au pillage et aux profanations. Les pogroms culminèrent en septembre-octobre 1917. Ces pillages, accompagnés d'exactions (mises à sac de synagogues, profanations de cimetières), de viols et de massacres, s'inscrivaient clairement dans le prolongement de pratiques mises en œuvre, de manière certes plus « ordonnée », par l'armée russe au cours des deux années précédentes.

Une première « filiation » des pogroms des guerres civiles russes peut ainsi être établie. Nous sommes loin des violences, largement spontanées, d'une communauté de « voisins », caractéristiques des pogroms des années 1881-1884 et 1903-1906. A partir de 1914, les pogroms apparaissent comme des crimes de guerre commis par des unités régulières, puis à partir de l'été 1917, par des combattants qui ne sont plus encadrés, déserteurs, permissionnaires ou soldats de garnison.

Néanmoins, pour les Juifs résidant, encore majoritairement en Ukraine occidentale et en Biélorussie, le pire était à venir, après la victoire des bolcheviks. Pourquoi cet acharnement contre la population juive ?

En 1918- 1919, la « conjonction fatale » (Richard Pipes) qui associe Juifs et bolcheviks est déjà largement consommée. « Seuls les Juifs ont tiré profit de la révolution, tous les autres n'en ont retiré que du malheur – telle est l'opinion unanimement répandue » écrit en avril 1919, au terme d'une tournée en Ukraine, l'un des plus proches collaborateurs de Felix Dzerjinskii, Grigorii Moroz, dans une lettre adressée au Comité central. Plus précis et perspicace encore est le témoignage d'un autre haut responsable bolchevique du commissariat du peuple au Ravitaillement, Nikolai Materanskii, de retour d'une tournée en Ukraine, au printemps 1919, au moment même où l'Armée rouge et les bolcheviks qui tentent de reconquérir l'Ukraine face à deux adversaires, les nationalistes ukrainiens de Petlioura et les troupes blanches de Denikine, se heurtent à une troisième opposition, l'opposition de la paysannerie ukrainienne qui se soulève

contre la politique agraire des bolcheviks. En Ukraine, en effet, les bolcheviks ont décidé non pas de redistribuer les terres aux paysans comme en Russie (en volant à leurs grands rivaux politiques, les socialistes-révolutionnaires, leur programme), mais de collectiviser les grandes propriétés afin de faciliter le transfert des abondantes ressources agricoles ukrainiennes vers les villes affamées de Russie, centre névralgique du pouvoir bolchevique.

Voici un extrait de ce rapport de Materanskii au Comité central :

*« Les circonstances particulières de la situation politique en Ukraine ont fait que les jeunes juifs éduqués ayant rompu avec le milieu du shtetl ont constitué le principal vivier des cadres communistes lors de notre récente conquête du pouvoir (...) La paysannerie ukrainienne, qui n'est pas contente de notre politique agraire, et qui, depuis longtemps, n'aime pas les Juifs, est persuadée que ceux-ci ont « pris tout le pouvoir », à Moscou comme à Kiev – aussi l'antisémitisme est-il aujourd'hui exacerbé. On entend partout « Nous ne nous plierons pas au pouvoir des youpins ! » L'antisémitisme est à la racine de nombre de soulèvements paysans de ces dernières semaines. La haine des Juifs s'alimente aussi à la place que ceux-ci occupent dans les secteurs du commerce et du ravitaillement (...). La question du ravitaillement devenant chaque jour plus critique, et les prix montant en flèche, il n'est pas étonnant que la haine envers les « Juifs- spéculateurs » et les « Juifs au pouvoir » grandisse. L'antisémitisme est présent dans toutes les couches de la société : chez les paysans, parmi l'intelligentsia, les soldats de l'Armée rouge, qui accusent les Juifs d'être des « planqués », et même parmi les communistes russes qui semblent eux aussi en vouloir aux Juifs d'occuper des postes de responsabilité »*

La direction bolchevique était parfaitement au courant de cette situation mais, consciente de l'impopularité de sa politique, préférait garder le silence sur les pogroms, pour ne pas, en les dénonçant vigoureusement, fournir d'arguments à ses adversaires. Le 18 avril 1919, à une réunion du Politburo, Trotski demanda cependant que les cadres juifs et lettons des unités militaires de la Tcheka opérant en Ukraine fussent discrètement mutés à l'arrière. L'exemple du Comité régional à l'approvisionnement de Kiev où 120 des 150 fonctionnaires étaient Juifs et la forte sur-représentation juive dans les appareils de la Tcheka ukrainienne furent aussi évoqués lors de cette réunion comme « contribuant à semer le trouble dans les esprits de la population rurale ».

Si l'adhésion d'une minorité de Juifs, le plus souvent jeunes et éduqués (ayant généralement rompu avec leur milieu d'origine), au bolchevisme, est une réalité avérée (sans qu'il faille l'exagérer toutefois), le recensement du Parti communiste en 1922 montre que le Parti communiste bolchevique comptait dans ses rang moins de 200 000 juifs, soit env. 5% des effectifs

du Parti - pour une population juive totale d'environ 2,5% de la population totale (certes, aux échelons supérieurs - cadres des administrations provinciales - la proportion de Juifs pouvaient atteindre 10 à 15% et même 20 à 30% parmi les membres du CC) ; ceci dit, le phénomène doit être fortement nuancé – pour prendre l'exemple de l'Ukraine – concernant la masse de la population juive des petites villes, celle qui eut le plus à souffrir des pogroms. Rappelons cette seule donnée : aux élections locales qui se déroulèrent fin 1918 dans quelque deux cents communautés juives d'Ukraine, les partis religieux et sionistes recueillirent plus des deux tiers des voix, l'ensemble des formations socialistes obtenant moins d'un tiers des suffrages. Sur l'échiquier politique, les communautés juives apparaissaient bien plus conservatrices que les communautés russe ou ukrainienne, davantage gagnées aux idées de la Révolution, sinon du bolchevisme.

Deux éléments d'explication semblent, à ce stade, suffisamment établis pour commencer à comprendre ce qui a contribué à rendre possible la vague des pogroms des guerres civiles russes de 1918-1921 : les violences (expulsions, déportations, pogroms) exercées à l'encontre des populations juives par les militaires au cours de la Grande guerre ont été largement banalisées ; la collusion supposée Juifs-bolcheviks a cristallisé les haines de tous ceux qui s'opposaient au bolchevisme.

Comme le montre parfaitement *Le Livre des pogroms*, c'est dans cette mêlée inextricable qui voit s'affronter, en Ukraine, principalement en 1919, les troupes blanches de Denikine, les troupes de la République ukrainienne de Petlioura, les détachements irréguliers de « seigneurs de la guerre », atamans cosaques, officiers mutinés d'un bord comme de l'autre, groupes de bandits nés sur le terreau du chaos ambiant, bandes d'insurgés paysans, détachements de l'Armée rouge, que se produisent les terribles pogroms contre la population juive.

Peut-on distinguer toutefois des spécificités propres aux pogroms perpétrés par les différents acteurs ?

Les dirigeants blancs, le général Denikine en tête, se sont toujours défendus, dans leurs écrits et leurs Mémoires, d'avoir encouragé les pogroms. Au contraire, ceux-ci auraient largement contribué à la décomposition morale de l'Armée blanche et à la chute de la discipline, précipitant ainsi la défaite. On pourrait multiplier les exemples d'ordres donnés par tel ou tel général blanc appelant à mettre fin aux pogroms ou condamnant les violences anti-juives. Ces condamnations, qui venaient *a posteriori*, à la suite de massacres massifs, et visaient avant tout à rétablir un semblant de discipline, étaient cependant rarement suivies d'effets. En revanche, à plusieurs

moments décisifs où une déclaration publique de Denikine aurait pu freiner l'ampleur des massacres, le chef des Armées blanches se refusa à accéder aux demandes des représentants de la communauté juive venus spécialement le rencontrer. Le refus étant motivé par le fait qu'une déclaration officielle condamnant les « excès anti-juifs » ne pouvait, étant donné la force des réactions déchaînées par la politique criminelle judéo-bolchevique, qu'empirer encore la situation des Juifs ! Les rares condamnations des « excès anti-juifs » ne pouvaient évidemment pas contrebalancer la lourde propagande antisémite diffusée en permanence par le Département de Surveillance et de Propagande (OSVAG) et par la presse blanche, où s'illustrait tout particulièrement le journaliste d'extrême-droite Vassilii Shulgin. L'équivalence Juif-bolchevik y était en permanence réaffirmée, aussi bien dans les libelles antisémites puisant aux *Protocoles des Sages de Sion* (réédités et largement diffusés dans les zones contrôlées par les Blancs) que dans les nombreuses affiches de l'OSVAG représentant le Juif Bronstein-Trotsky aux pattes couvertes de sang assis sur le mur du Kremlin et contemplant une montagne de crânes de victimes de la Tcheka. Dans la guerre à mort contre le bolchevisme, la profonde méfiance vis-à-vis des Juifs comme « population suspecte » ayant « propension à trahir », déjà enseignée dans les académies militaires avant 1914, se transforma, chez de nombreux officiers ayant rejoint le camp des Blancs, en un antisémitisme d'autant plus virulent qu'il était appelé à expliquer l'inexplicable : comment la Russie en était arrivée là où elle était, déchirée, affaiblie, vaincue, en proie au chaos, livrée à une bande d'athées assassins et de Juifs, agents de l'étranger de surcroît ? Les Juifs étaient les microbes détruisant le corps sain de la Russie ; d'où la radicalité du traitement réservé aux prisonniers de guerre juifs, systématiquement exécutés dès leur capture par les Blancs ou les Cosaques. Dans ce contexte, affirme Peter Kenez, « les pogroms menés par les Blancs ont été les plus organisés, les plus efficaces, les plus motivés idéologiquement, menés comme des opérations militaires ». Pour preuve, certains crimes de guerre, particulièrement sanglants, commis par des unités de l'Armée blanche : à Fastov, par exemple, les 23-25 septembre 1919, la brigade cosaque du colonel Belogortsev massacra en deux jours 1300 à 1500 Juifs sur une population totale de 10 000 habitants.

Notons toutefois que seul un nombre relativement limité de pogroms commis par des unités de l'Armée blanche déboucha sur des massacres systématiques, organisés et massifs où la mise à mort primait sur le reste. L'objectif premier était, le plus souvent, le pillage ; accessoirement le viol et l'assassinat de ceux qui tentaient d'opposer quelque résistance ou de fuir. Le nombre de victimes se chiffrait alors en dizaines plutôt qu'en centaines. On remarque, dans tous les cas, que les tueurs les plus acharnés semblent avoir été les Cosaques. Cet acharnement peut s'expliquer par le fait que la communauté cosaque venait, lors de l'avancée de l'Armée rouge

au début de 1919, d'être victime d'une véritable campagne d'extermination, qualifiée sans ambages par les bolcheviks de « décosquisition ». Les relations détaillées de certains pogroms évoquent clairement le désir de vengeance qui animait une partie des Cosaques – la population juive désarmée payant ainsi pour les massacres de masse perpétrés par l'Armée rouge et les unités spéciales de la Tcheka.

Comme le montre cependant l'exemple du pogrom de Proskourov, sans doute le plus meurtrier de tous les crimes de guerre anti-juifs commis en Ukraine au cours des années de la guerre civile, les formations blanches n'étaient pas les seules – loin s'en faut – à commettre des pogroms particulièrement sanglants dont le but premier était non pas le pillage, mais bien, pour citer les ordres donnés à Proskourov par l'Ataman Semosenko, commandant d'une unité de Cosaques de l'Armée populaire ukrainienne, « l'extermination des y ..., l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux du peuple ukrainien ». A Proskourov, les 15 et 16 février 1919, près de 1500 Juifs, de tous âge et sexe, furent systématiquement massacrés à l'arme blanche par des petits groupes de tueurs. Ce massacre systématique qualifié par Peter Kenez de véritable « aktion » de type nazi (puisque ni les femmes ni les enfants n'étaient épargnés) frappa en deux jours 20% des Juifs de Proskourov. Il avait pour but implicite, de faire fuir, de chasser l'ensemble de la communauté juive de Proskourov. En ce sens, ce type de massacre de masse est à la limite du nettoyage ethnique, même s'il n'est nécessairement pas pensé à une grande échelle. Mais dans le contexte de ces affrontements multiformes, où les villes étaient prises et reprises parfois jusqu'à dix fois en quelques mois, pouvait-il y avoir un « plan à long terme » ? Il apparaît que le nombre de pogroms commis par les unités de l'Armée populaire ukrainienne aurait été encore plus élevé que celui des pogroms perpétrés par les unités de l'Armée blanche, bien que Semion Petlioura eut édicté toute une série de proclamations réprouvant ces massacres. En réalité, les officiers de l'armée ukrainienne disposaient d'une très large autonomie, voire d'une totale liberté d'action, au sein d'une armée hétéroclite où la chaîne de commandement était particulièrement lâche. Aujourd'hui encore, plus de quatre-vingts ans après l'assassinat, à Paris, en mai 1926, de Semion Petlioura par Shalom Schwartzbard, un Juif de Bessarabie désireux de « venger » les victimes des pogroms perpétrés par les Ukrainiens en 1919-1920, les débats restent vifs entre les historiens sur le degré d'implication et de responsabilité du chef militaire de la République ukrainienne indépendante dans les massacres des Juifs.

Encore plus incontrôlables étaient les pillages et les massacres commis par les unités commandées par les nombreux chefs de guerre mutinés, tels Nikolai Grigoriev. Ancien officier de

l'Armée tsariste sur le front sud-ouest (là où les troupes russes avaient mis en pratique, dès 1915, une politique anti-juive), Grigoriev servit d'abord dans l'armée de Petlioura, avant de rejoindre l'Armée rouge en février 1919. Nommé général de division, Grigoriev refusa, début mai 1919 d'obéir aux ordres du Haut-commandement et se mutina. A la tête d'une force armée bien équipée de 15 000 hommes, formée principalement de recrues paysannes du sud de l'Ukraine, il rédigea alors une Proclamation (*Universal*) appelant la paysannerie ukrainienne à se soulever contre les « Commissaires juifs » et les « *jido-kommuny* » (« communes juives ») – allusion, très mobilisatrice, aux exploitations collectives que les bolcheviks avaient essayé d'organiser en Ukraine lors de leur avancée au cours des mois précédents - et à mettre en place un « authentique pouvoir des soviets débarrassé des imposteurs communistes ». En quelques semaines, les troupes commandées par Grigoriev perpétrèrent 148 pogroms, le plus meurtrier étant celui d'Elizavetgrad (15-17 mai 1919), où plus de mille Juifs furent sauvagement massacrés. Un grand nombre d'autres « Atamans » et chefs de guerre s'illustrèrent dans la mise à sac des bourgades juives, les pillages, les viols et les massacres : Zelenyi, Kozyr-Zyrka, Klimenko, Strouk, Grebenko, Sokolovskii, Balak-Balakhovitch. Ce dernier sévit principalement en Biélorussie comme suppléant de l'armée polonaise, lors de la guerre soviéto-polonaise de 1920. Les troupes polonaises, sous le haut commandement du général Pilsudski, commirent elles aussi un grand nombre de crimes de guerre à l'encontre de la population civile juive, principalement en Biélorussie, mais aussi, lors de leur offensive victorieuse de mai-juin 1920, en Ukraine.

Les Juifs furent aussi victimes d'un quatrième ennemi, plus inattendu – certaines unités de l'Armée rouge, tout particulièrement celles de la célèbre Première Armée de Cavalerie dirigée par le général Boudienny. Composées à plus de 90% de paysans, russes pour la plupart, les unités de la sixième division perpétrèrent toute une série de pogroms lors de leur retraite devant l'armée polonaise en septembre-octobre 1920. Le grand écrivain Isaac Babel a superbement rendu compte, dans son recueil de récits *La Cavalerie rouge*, du contexte dans lequel se déroulèrent ces pogroms et des raisons qui poussèrent des soldats de l'Armée rouge à s'y livrer. Nous nous bornerons à citer ici cette seule phrase d'une lettre écrite à sa mère par un simple soldat-paysan mis en scène par l'écrivain : « Et qu'est-ce que nous avons vu dans la ville de Maïkop ? Nous avons vu que l'arrière ne sympathise pas du tout avec le front et que partout c'est la trahison, que c'est rempli de youpins comme sous l'Ancien régime ». Pour ces jeunes soldats à qui l'on avait fait croire qu'ils combattaient pour l'avènement d'un monde nouveau, les Juifs, avec leurs traditions, leur religion, faisaient d'évidence partie du « vieux monde » à abattre. Les préjugés tenaces hérités de l'Ancien régime – sur la « propension à trahir » des Juifs – faisaient bon ménage avec les

quelques rudiments d'éducation politique assimilés par la troupe – tout individu se livrant au commerce était un « exploiteur », toute personne affichant sa foi un « élément rétrograde ». Dans ce mélange détonnant de préjugés et de bribes retenues des cours d'*agitprop*, le Juif concentrait tous les défauts. Pour mettre fin à la vague de « pogroms rouges », le Comité militaire révolutionnaire de la 1<sup>ère</sup> Armée de cavalerie ordonna la dissolution et le désarmement de plusieurs régiments ; près de 400 soldats et officiers passèrent en cour martiale. La moitié d'entre eux furent exécutés.

Le terme de pogrom est-il bien adéquat pour caractériser les massacres massifs des Juifs durant les guerres civiles dans l'ex-Empire tsariste ? Entre les pogroms « traditionnels », perpétrés en temps de paix par une foule de « voisins » enhardie par la passivité – voire les encouragements – des autorités locales, et certains massacres massifs et systématiques mis en œuvre, au cours de la guerre civile, par des unités armées, convaincues de la nécessité et de la légitimité d'exterminer, sur une base ethnique, des populations civiles considérées comme « ennemies », un seuil *qualitatif* de violence a été franchi.

Les politiques mises en œuvre durant la Grande guerre (expulsions, déportations des Juifs considérés comme des « populations suspectes ») ont évidemment rendu possible ce passage, cette transgression. La brutalisation générée par cette « guerre prolongée » de sept ans (1914-1921) d'une extraordinaire violence, et qui singularise l'expérience russe et soviétique, ne saurait cependant gommer le fait que, dans cette mêlée sanglante, seuls les Juifs furent massacrés parce qu'ils étaient Juifs, indifféremment de leur âge, de leur sexe ou de leur affiliation politique. Certes, l'antisémitisme ne fut jamais érigé en doctrine officielle du mouvement blanc ou d'aucun autre mouvement combattant le bolchevisme. Les massacres de Juifs ne devinrent qu'une « habitude », un « réflexe », une « évidence » aussi limpide que le signe d'égalité juif=bolchevik. Les guerres civiles russes firent ainsi le lit d'un mythe aux conséquences dévastatrices – le mythe du judéo-bolchevisme. Walter Laqueur a fort justement souligné l'influence des milieux antisémites russes émigrés en Allemagne, et notamment de F. Vinberg, un officier de l'Armée blanche d'origine allemande installé à Berlin, traducteur et éditeur des *Protocoles des Sages de Sion* en allemand, sur l'idéologue nazi Alfred Rosenberg. Cette influence fut-elle aussi décisive que l'estime Richard Pipes quand il écrit : « La rationalité de l'extermination des Juifs par les Nazis leur a été apportée par les milieux de droite russes (...), avec leur théorie qui liait les Juifs au communisme (...). De la sorte, la Shoah devint l'une des conséquences non anticipées et non programmées de la Révolution russe » ? On sait l'usage que l'historien Ernst Nolte fit de ce « fondement

rationnel »... Si l'on part en quête des causalités, des « conditions de réalisation », des liens entre les événements décrits par les victimes elles-mêmes dans le présent ouvrage et l'extermination totale, deux décennies plus tard, des Juifs d'Europe, un génocide qui débuta précisément dans ces mêmes lieux, l'Ukraine occidentale et la Biélorussie, n'est-il pas plus pertinent de voir avant tout dans les violences de masse et les crimes de guerre antisémites commis en 1918-1921 ce « chaînon manquant », longtemps oublié ou occulté, qui relie l'anti-judaïsme « traditionnel » des pogroms à la Shoah.